

LA CONFERENCE DE LA HONTE - EVIAN 1938 – RAPHAEL DELPART -
Une incroyable page d'Histoire enfin révélée.

MERCREDI PREMIER JUIN 2016

Raphaël Delpard

LA CONFÉRENCE DE LA HONTE

Évian, juillet 1938

**UNE INCROYABLE PAGE
D'HISTOIRE ENFIN RÉVÉLÉE**

MICHALON



Présentation par AVRAHAM VANWETTER
professeur d'histoire et de géo-politique

RAPHAEL DELPART naît en 1942 , c'est un enfant de la guerre. Il a trois ans à la Libération. « Libération », voilà un mot qui ne devrait pas signifier grand-chose pour ce gamin de trois ans. La guerre avait laissé des traces dans la vie du couple Delpart. Son père était en apparence présent, mais toujours absent. Toujours ailleurs. Détaché. Comme il fallait que la cellule familiale fonctionne, Madame Delpart prit les choses en mains. Il fallait vivre. Manger surtout. Vive et infatigable, elle développe rapidement la petite échoppe de marchand forain qu'elle installe chaque matin sur la marché. Levés dès trois heures chaque matin, les Delpart dressent leurs tréteaux et haranguent les chalands. On apprend à lire, écrire et compter à Raphaël. Le reste ? Du superflu. En classe, lorsqu'il ne fait pas l'école buissonnière, il ne se fait pas remarquer. « Je n'étais pas à côté du radiateur, dit-il, plutôt derrière ! » Par contre, il lit beaucoup, « tout ce qui me tombait sous la main ». Et il griffonne des bouts de poèmes, des morceaux d'histoires. Besoin de se construire un monde intérieur. A la fois timide et culotté, comme il se définit lui-même, drôle et curieux de tout, il ne laisse pas indifférents les gens qu'il côtoie. Le hasard, ou le destin, ou Dieu que personne ne lui a présenté, lui permet de rencontrer Aragon.

Aragon, intrigué par ce petit bout d'homme un peu gavroche, entreprend alors de lui apprendre à lire et à écrire, c'est à dire retenir et restituer sur le papier, sans faute d'orthographe ou de syntaxe, la « substantifique moelle ». Lis-moi cela », lui intime t-il. Une fois le texte lu, il lui faut le résumer à voix haute, puis consigner par écrit ce qu'il en a retenu. Après avoir corrigé ses fautes, Aragon l'invite à partager son repas.

Les DELPART ne se préoccupent guère de l'emploi du temps de leur enfant. Peu à peu, la santé de Madame DELPART se détériore. Elle devient difficile à vivre. Son caractère obsessionnel va en s'empirant et se manifeste en toute occasion. « N'oublie pas d'éteindre la lumière en partant » lui recommandait-elle plusieurs fois de suite jusqu'au jour où Raphaël lui répond brusquement.

Raphaël DELPART croise le chemin d'Anouilh, celui de Jean-Louis Barrault qui lui a sans doute communiqué sa passion du théâtre. Il a vu Brel débiter, a fréquenté Ferré . Il a dix-neuf ans lorsqu'il se fâche avec Aragon.

Ensuite c'est le cinéma. Il devient l'un des collaborateurs de Claude Sautet, puis il travaille avec Jean-Pierre Mocky pour qui il écrit deux scénarii : « l'Albatros » et « Chut ».

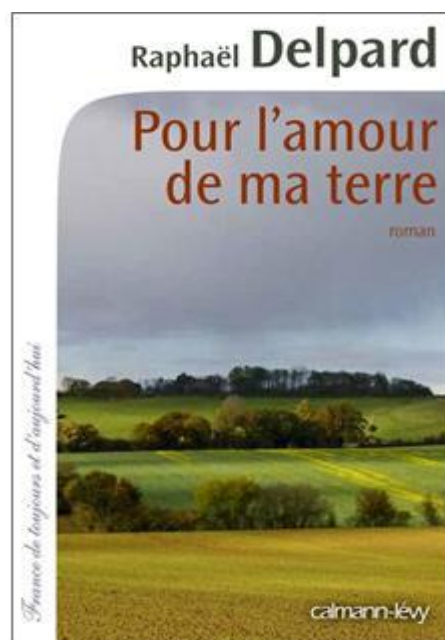
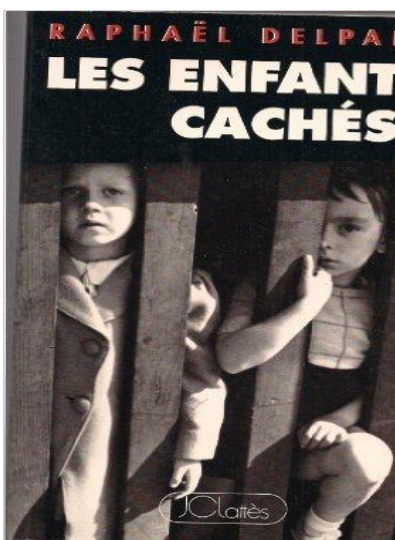
Puis Raphaël DELPART passe aux commandes, il fait jouer Galabru, Préboist, Reno, et embauche Luc Besson comme premier assistant.

En tant qu'acteur, il est engagé par Godard dans « Soigne ta droite » où il joue le rôle de l'homme d'affaires, aux côtés de Jane Birkin, François Perier et Jacques Villeret. Parallèlement à sa carrière de scénariste et de réalisateur, il écrit plusieurs pièces de théâtre.

Ses deux derniers films ; « Les enfants cachés »- et -« Les convois de la honte » en 2010, sont tirés de deux de ses livres éponymes.

Ce que signifie grandir en tant qu'enfant caché, Raphaël Delpard le sait : lui même était enfant lorsque ses parents, résistants, ont été enlevés par la Gestapo. Il a été recueilli par une seconde famille qui l'a élevé.

Raphaël DELPART puise ses sources dans les archives de l'histoire peu ou mal connues pour nous expliquer comment les uns après les autres, les représentants des pays réunis à Evian ont rappelé leurs traditions d'accueil, leur volonté d'assister et de secourir les personnes en détresse, leur attachement à soulager les misères du monde, affirmant qu'ils auraient bien voulu mais ...



Raphaël DELPART met toute son énergie au service de ses idées et des causes qu'il défend , des paroles prononcées récemment nous préviennent : « *Tant que je serai vivant, je ne me tairai pas* »

Nous vous recevons à Nice , ville abritant sur le bord de la baie des Anges , face à la mer , face à l'Algérie , le Monument dédié à tous les Français de l'autre rive permettant la commémoration de la fin de la guerre d'Algérie.

Votre ouvrage « *Ils ont vécu dans l'Algérie en guerre* » retrace le parcours des civils français ou autochtones victimes du conflit et nous permet d'entendre leurs témoignages grâce à votre travail de recherches d'archives révélant ainsi les cicatrices toujours vives émanant de secrets et de souffrances enfouies pour la plupart d'entre elles. Nous saluons la qualité incessante de votre travail de recherches pour une mémoire débarrassée d'inexactitudes.

L'Histoire et la mémoire sont-elles liées ou indifférenciées?L'Histoire est-elle une reconstruction des faits et la mémoire est-elle plurielle ? Existe-t-il une histoire mémoire ? C'est l'ensemble de ces questions qui préoccupent semble t-il vos recherches historiques et qui préoccupent notre auditoire certainement.

Votre ouvrage *Les enfants cachés* est le récit des milliers d'enfants juifs arrachés à leurs parents obligés de se cacher pour échapper à la cruauté nazie. C'est le témoignage de ces enfants devenus adultes et aussi celui des Justes qui ont sauvé des enfants au risque de leur propre vie ; c'est le récit des vérités difficiles à exprimer afin de transmettre *la mémoire , toute la mémoire* .

Elie WIESEL interviewé par Brigitte Fanny Cohen disait qu'il souhaitait transmettre à son fils Elisha « sa mémoire, toute sa mémoire ».

Raphaël DELPART veut « *liquider le mensonge pour montrer l'histoire telle qu'elle s'est déroulée* »

Cet épisode a été passé longtemps sous silence : la conférence d'Evian de juillet 1938 au cours de laquelle les juifs germaniques persécutés ont été abandonnés malgré leur appel au secours.

En quête de vérité, Raphaël Delpart exhume de l'oubli cette *conférence de la honte*.

L'idée lui est venue il y a des années de cela en dînant avec l'ancien ambassadeur d'Israël en France, Eliahu Ben Elissar, qui était historien . Il parlait de la *conférence d'Evian* et Raphaël Delpart pensait qu'il parlait des accords d'Evian entre la France et le gouvernement provisoire algérien pendant la guerre d'Algérie. Dans l'ouvrage « La diplomatie du Troisième Reich et les juifs (1933-1939), écrit par l'ambassadeur, la conférence d'Evian était évoquée de manière succincte. Cela a intrigué Raphaël Delpart qui a entamé des recherches pour dérouler le vrai fil de l'Histoire, de l'histoire monstrueuse.

En Janvier 1933, Hitler arrive au pouvoir et il a dans ses dossiers des projets très précis qui sont d'épurer l'Allemagne des juifs, intellectuels, syndicalistes, etc ...

Il veut nettoyer le pays. Ne sachant comment s'y prendre, Hitler va lancer un boycott économique qui va se retourner contre l'Allemagne.Les allemands de confession juive représentaient alors 4% du PIB. Il faut savoir que ceux qu'on appelait les juifs en Allemagne étaient les immigrés juifs de Pologne qui venaient travailler.



Patricia TROJMAN
docteur en philosophie

nous présente l'avant-propos de l'ouvrage « **LA CONFERENCE DE LA HONTE** » écrit par Raphael DELPART dont la dédicace s'adresse à Paul GINIEWSKI.

Paul GINIEWSKI est né le 18 février 1926 à Vienne .Son enfance est relatée dans son ouvrage l'enfant de Währing. Il passe la guerre en France et rejoint les réseaux de résistance ; c'était un érudit qui a lutté toute sa vie contre la désinformation par un long travail mémoriel. Il avait compris que lorsqu'on a la vérité, la droiture et l'humanisme de son côté , on n'a aucune raison de transiger ; il savait aussi que dans l'époque où nous vivons et en laquelle l'infamie peut trouver le moyen de surgir à nouveau, il faut rester vigilant et combattre sans fléchir tout au long de la vie . Il s'est éteint à l'âge de 85 ans en juillet 2011.

Les 22 chapitres du récit de **La Conférence de la Honte** s'ouvrent par l'humiliation du traité de Versailles , nous décrivent la personnalité d'Hitler, son obsession de la race, le spectacle de la cruauté, les lois raciales , l'ahurissant échec de la Société des Nations, le déroulement de la conférence tournant à une mascarade, l'engrenage infernale des multiples abandons pour se clore sur le cri de « Sauver les enfants » le récit poignant de ceux qui ont été sauvés.

L'année 1938 reste dans l'histoire du XXe siècle, celle de tous les abandons et de toutes les lâchetés. Le point dominant en ce qui concerne l'action humanitaire est, sans conteste, **la conférence d'Evian de Juillet 1938.**

Devant la gravité de la situation-les Juifs en fuite qui essaient de quitter l'enfer germanique- le président américain Franklin Delano-Roosevelt sort de son silence et propose la tenue d'une conférence internationale dont l'objectif sera de faire en sorte que chaque pays récupère un nombre d'émigrants. La France organise la conférence qui se tient à Evian-les-Bains, du 6 au 15 juillet 1938, durant laquelle les délégués de vingt-neuf nations se révèlent incapables de mettre au point un plan de sauvetage, qui aurait permis à six cent cinquante mille Juifs allemands et autrichiens, sans compter ceux des Sudètes, d'échapper à l'humiliation de l'errance et à une mort programmée ».

Les Allemands des Sudètes sont des germanophones de l'ancienne Tchécoslovaquie, établis avant la seconde guerre mondiale dans les régions voisines de la frontière allemande. Le mot Sudète désignait une région montagneuse bordant la Bohême et la Moravie le long de la frontière de la « Grande Allemagne ».

Les accords de Munich constituent le deuxième abandon, la deuxième soumission à Hitler .

La violence des discours du futur chancelier, dès 1923, aurait dû alerter .

Aucun n'avait pris la peine de lire les 354 pages de *Mein Kampf* :

page 13 A.Hitler indique « ...Mes yeux s'ouvrirent à deux dangers que je connaissais à peine de nom et dont je ne soupçonnais nullement l'effrayante portée pour l'existence du peuple allemand : le marxisme et le judaïsme ». ..P 23 . « L'âme de la masse n'est accessible qu'à tout ce qui est entier et fort. La masse se sent plus rassurée par une doctrine qui n'en admet aucune autre près d'elle que par une libérale tolérance. La tolérance lui donne un sentiment d'abandon : elle n'en a que faire. Qu'on exerce sur elle un impudent terrorisme intellectuel, qu'on dispose de sa liberté humaine : cela lui échappe complètement, et elle ne pressent rien de toute l'erreur de la doctrine.

Si à la Social-Démocratie s'oppose une doctrine mieux fondée, celle-ci vaincra même si la lutte est chaude, à condition cependant qu'elle agisse avec brutalité ».

Cette année nous aurons abordé lors de nos **RENCONTRES** les trois thèmes suivants :

- LA CONTRIBUTION DES FEMMES A LA CULTURE OCCIDENTALE
- LA GENEALOGIE DES CONFLITS INTER-RELIGIEUX avec Stéphane ENCEL
- EVIAN,JUILLET 1938 : LA CONFERENCE DE LA HONTE avec Raphaël DELPART

L'année prochaine nous allons aborder avec l'UHLCA une thématique axée sur

« ***L'Europe des Philosophes ,l'Europe des Lumières, L'avenir de l'Europe*** ».

Notre parcours traitera notamment des origines de la pensée européenne. Ce parcours permettra la réflexion et l'interrogation sur le passé et nous conduira à déployer la pensée jusqu'à nos jours. Toute réflexion de l'homme sur ses origines est en même temps une réflexion sur son présent, sur ce qu'il est devenu. La philosophie doit recouvrer sa vocation bi-millénaire de conquérir l'universalité de la connaissance rationnelle en empruntant les chemins de la pensée critique.

Selon Valéry, l'Europe s'est distinguée nettement de toutes les parties du monde; elle avait développé la liberté de son esprit, combiné sa passion de comprendre à sa volonté de rigueur, inventé une curiosité précise et active : où en sommes-nous,aujourd'hui ?

Nous inviterons des penseurs et philosophes et nous vous invitons chaleureusement à participer à nos différents colloques et conférences .

RAPHAEL DELPART

LA CONFERENCE DE LA HONTE

La démarche de l'historien, ma démarche est avant tout de dire , de transmettre la mémoire toute la mémoire, transmettre aussi et certainement une lâcheté : celle de l'abandon de nos frères humains pour des raisons qui sont variées, parfois avouables, parfois non avouables ou difficiles à entendre . Je crois que ma démarche est de dire que « **nous ne pouvons pas , nous ne pouvons plus** , si nous voulons continuer encore, il faut que nous arrêtons nos lâchetés. Je pense que c'est là mon travail, c'est ce que j'ai voulu faire ».

La mise en perspective de ces évènements :

En 1933, la population juive d'Europe d'avant guerre comptait environ 9,5 millions de personnes soit 1,7% de la population totale. La majorité habitait en Europe orientale. La communauté juive la plus importante était celle d'Allemagne qui représentait 0,7% de la population globale. Avant la prise de pouvoir par les nazis, l'Europe possédait une grande variété de cultures juives, dont beaucoup étaient très dynamiques et très développées. Cette diversité se traduisait dans les professions, les pratiques religieuses, l'intégration dans la vie régionale et locale. Dans de nombreux pays des personnalités culturelles et politiques étaient juives et avaient participé à la Première Guerre mondiale aux côtés de non juifs. La Première Guerre mondiale avait été un tournant majeur pour les Juifs allemands qui s'y étaient engagés dans l'espoir de donner des gages de leur pleine intégration – espoir qui devait être durement payé et souvent déçu. Pour les juifs est-européens, cette guerre s'avéra d'autant plus trompeuse que, contrairement aux promesses faites par l'armée d'occupation allemande, la plupart devinrent des victimes désignées des exactions physiques et des discriminations subies sous l'administration militaire allemande. Souvent contraints de quitter leurs territoires, ils furent les pogroms et ces vagues successives d'immigration contraignirent la jeune République allemande à repenser et à redéfinir ses différentes modalités d'intégration. L'atmosphère nationaliste fut de plus en plus marquée et les allemands considéraient les Juifs des ghettos l'image inverse du Juif émancipé. C'étaient pour la plupart des ouvriers juifs très démunis. Entre 1914 et 1921 environ 100 000 Juifs arrivèrent en Allemagne dont 40 000 continuèrent leur migration vers la France , la Pologne, l'Autriche ou la Tchécoslovaquie .Cependant peu d'émigrés Juifs désiraient demeurer en Allemagne , dans la mesure où ce pays, était considéré comme un pays de transit, « un pont menant vers des rives plus occidentales ».L'Allemagne offrait à beaucoup l'occasion de gagner suffisamment d'argent pour continuer leur périple. 15 000 ouvriers Juifs qui se trouvaient jusqu'en 1922 en Rhénanie-Westphalie franchirent la frontière française.

La politique d'immigration à l'égard des Juifs sous la République de Weimar était avant tout le résultat des innombrables débats menés sur ce sujet au Reichstag. Le DNVP - Deutschnationale Volkspartei- réclama la restriction de l'immigration, l'expulsion et le retour à la frontière ou l'internement dans des camps de concentration » avant d'exiger leur dénaturalisation et leur dépossession. Ces débats houleux furent menés jusqu'en 1923 au moment même où l'immigration juive commençait à se tarir.

Selon les observateurs nulle part ailleurs qu'en Allemagne, la situation des Juifs ne s'étaient autant dégradée. Ils y éprouvaient « un sentiment d'insécurité et de menace » car depuis plus d'une décennie ils avaient eu l'illusion que l'émancipation formelle de la communauté juive en Prusse pût devenir réalité. De nouveaux courants intellectuels et de nouvelles conceptions de l'Etat et du peuple surgissait à la surface. Une réévaluation de toutes les valeurs politiques et morales étaient en cours : cela signifiait la fin de l'assimilation. Les Juifs furent confrontés à des choix fondamentaux et au rééquilibrage entre les deux pôles de leurs identités. Kurt Blumenfeld après avoir lu Mein Kampf dit « J'étais convaincu, et avec moi un cercle très restreint de sionistes, que nous vivions sur un volcan et qu'il était de notre devoir de prévenir et d'empêcher ce qui était encore possible ». Lorsque Weimar atteignit son point culminant vers le milieu des années 1920, il n'y avait plus un seul ministre Juif en Prusse ou dans le Reich. Le 21 décembre 1929, Rudolf Hilferding, le dernier ministre Juif allemand, fut renvoyé du gouvernement.

Les années du communisme :

Dans les années 30 des régimes politiques qualifiés de totalitaires s'installent.

Les régimes communistes et nazis sont-ils à la fois semblables et différents ?

Lénine meurt en 1924, deux ans après la création de l'URSS. Staline s'installe comme maître absolu du pouvoir après avoir écarté Trotski. En 1929, il décide de mettre fin à la NEP la Nouvelle Politique Economique qui introduisait une relative libération économique, car elle heurtait l'idéal communiste : une minorité de paysans enrichis était réapparue, les Koulaks, ainsi qu'une bourgeoisie de petits patrons les Nepmen.

Trotski met en place la collectivisation. L'industrie lourde sera la priorité économique tandis que l'industrie des biens de consommation souffrira de nombreuses pénuries. L'agriculture est désorganisée, les récoltes deviennent insuffisantes : la grande famine de 1933 entraînera 6 millions de morts. La police politique prendra des mesures énergiques pour réprimer les insurrections et les soulèvements. Entre 1931 et 1933, 300 000 détenus de droit commun travailleront dans les régions du Nord. Pavel Gaitsky arrêté en 1937 pour propagande contre – révolutionnaire est le plus ancien rescapé du terrible camp soviétique de la Kolyma, dans l'est de la Sibérie. Des purges staliniennes seront l'objet d'exécutions capitales. Un régime de terreur sera mis en place. Les paysans opposés à la collectivisation seront fusillés ou déportés dans les camps du goulag.

A partir de 1935, Staline mène une vague d'épuration au sein du parti communiste connue sous le nom de « *procès de Moscou* » qui dure jusqu'en 1938.

Le régime stalinien repose aussi sur une intense propagande centrée sur la personne de Staline à laquelle sont attribuées toutes les qualités : c'est le culte de la personnalité. Tous les moyens sont utilisés, radio, journaux, écoles, artistes, pour donner l'image de la supériorité du socialisme sur tout autre système.

Le régime nazi .

Voici le programme du Parti national-socialiste des travailleurs allemands le N S D A P en 1920

1. Nous exigeons la constitution d'une Grande Allemagne, réunissant tous les Allemands sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
2. Nous exigeons l'égalité des droits du peuple allemand au regard des autres nations, l'abrogation des traités de Versailles et de Saint-Germain (traité de paix signé entre l'Autriche et les alliés en 1919).
3. Nous exigeons de la terre et des colonies pour nourrir notre peuple et résorber la surpopulation.
4. Seuls les citoyens bénéficient des droits civiques. Pour être citoyen, il faut être de sang allemand, la confession importe peu. Aucun Juif ne peut donc être citoyen(...)
5. Nous combattons la pratique parlementaire, génératrice de corruption.
6. Nous exigeons que l'Etat s'engage à procurer à tous les citoyens des moyens d'existence. Si le pays ne peut nourrir toute la population, les non-citoyens devront être expulsés du Reich.

Le parti nazi rend le régime de Weimar responsable de tous les maux, il est clairement anti-parlementariste et antisémite. Aux élections présidentielles de 1932, Hindenburg est réélu mais Hitler réalise 37% des voix et face aux difficultés qui persistent, le président se résout à nommer Hitler chancelier le 30 janvier 1933. Le 27 février 1933, le siège du parlement à Berlin, le Reichstag, prend feu. Le lendemain, Hitler attribue l'incendie à un complot communiste, fait arrêter 4000 responsables du KPD (parti communiste allemand) et fait signer par Hindenburg « une ordonnance pour la protection du peuple et de l'Etat » qui suspend les libertés fondamentales.

La loi du 1er août 1934

Article premier

La fonction du Président du Reich est réunie à celle du Chancelier du Reich.

En conséquence, les pouvoirs exercés jusqu'ici par le Président du Reich passent au Führer et le Chancelier du Reich Adolphe Hitler.

Article 2.

Cette loi entrera en vigueur à partir du décès du Président du Reich von Hindenburg.

Paul von Hindenburg est le 2ème président du Reich , il naît le 2 octobre 1847 à Posen et il décède le 2 août 1934 à l'âge de 86 ans .

Hitler proclame le jour même l'avènement du III ème Reich dont la devise est :

« Ein Volk, ein Reich, ein Führer » : c'est la fin de la démocratie.

Les nazis mènent rapidement une politique de terreur et la Gestapo, police politique, créée en avril 1933 , est l'un des instruments les plus puissants .Il y aura un ministère de la propagande dirigé par Goebbels contrôlant la presse, la radio et le cinéma. Les bibliothèques et les musées sont débarrassées des œuvres des auteurs marxistes, démocrates ou Juifs.

Les années 30 en Allemagne ce sont pour les Juifs les persécutions antisémites qui s'accompagnent d'une forte propagande et de coups d'éclats publics visant à les stigmatiser . La mise au ban de la communauté se traduira par la privation de toute activité économique et les Juifs seront donc contraints à quitter le pays pour certains dès les premiers mois de l'accession des nazis au pouvoir en janvier 1933. La presse française relate l'évènement de l'arrivée du nouveau dirigeant sans y attacher une importance particulière. Les discours racistes n'ont jamais alerté les gouvernements européens ni aucun autre dans le monde. Les lois raciales édictées à Nuremberg ne reçoivent pas un plus grand traitement dans la presse française.

Après cinq années de national-socialisme, les chefs du régime constatent que les trois-quart de la population juive du reich ont choisi de rester. 1938 est l'année de la radicalisation et de l'accélération des mesures anti-sémites visant à éliminer toute présence juive, en particulier dans l'économie, et à encourager une émigration massive. La loi du 28 mars 1938 abolit le statut légal des communautés juives accordé au XIX ème siècle. Les mesures d'aryanisation s'intensifient. La loi du 26 mars oblige tous les Juifs du Reich à déclarer la totalité de leur fortune aux autorités et permet à Goering de disposer des biens déclarés « conformément aux besoins de l'économie allemande ». Les services du Reich prélèvent ainsi deux cent sept milliards de marks. Les boutiquiers et les artisans reçoivent l'ordre de cesser toute activité commerciale avant le premier janvier 1939. Le 9 juin 1938 la synagogue de Munich est dynamitée. Une série de rafles a lieu en Juillet 1938 à Berlin et les contrôles policiers s'intensifient.

Le parcours d' Adolf Hitler :

Hitler est né le 20 avril 1889 à Braunau-sur-Inn, petite localité frontalière entre l'Autriche et l'Allemagne . Sa mère Klara est la troisième femme d'un mari Aloïs plus âgé de 23 ans.Son père était le fils illégitime de la fille d'un paysan de Basse-Autriche.Son père était très autoritaire avec son fils ; peut-être même alcoolique. Les conflits avec le père se cristallisèrent au moment du choix de la carrière d'Hitler.

Hitler écrit : « Il me venait des nausées en pensant que je pourrai être enfermé dans un bureau ; que je ne serai pas libre de mon temps,mais contraint toute une vie à remplir des imprimés ».

Deux femmes ont compté dans sa vie : Geli Raubal, sa nièce et sa seconde femme Eva Braun .

Le premier avril 1924 , le tribunal populaire de Munich ordonne l'incarcération d'A.Hitler à Landsberg-am-Lech où il écrit Mein Kampf. Le premier Tome décrit les années d'études, les considérations politiques à Vienne,,les années passées à Munich dès 1912, les considérations sur la guerre des Boers, la guerre de 1914, la propagande de guerre et le commencement de l'activité politique dans le parti ouvrier allemand . Le second tome s'attache à décrire la personnalité , les opinions politiques et racistes .Il est né à Braunau-am_Inn .

Il n'a aucune aptitude pour les études classiques et à l'âge de 11 ans décide de ne pas devenir

fonctionnaire. Il étudie la géographie et l'histoire universelle ses deux matières favorites . A l'âge de 11 ans, il devient nationaliste et apprend à comprendre et à pénétrer le vrai sens de l'histoire. Etudier l'histoire, c'est rechercher les causes déterminantes des événements historiques (p 9).

« Plus heureusement encore, ce professeur d'histoire savait non seulement éclairer le passé par le présent, mais aussi tirer du passé des enseignements pour le présent. Mieux que personne, il expliquait les problèmes d'actualité qui nous tenaient haletants. Il tirait de notre petit fanatisme national des moyens d'éducation : il faisait souvent appel à notre sentiment national de l'honneur pour ramener, plus vite que tout autre moyen, l'ordre dans nos rangs ».

La difficulté du travail de l'historien

Entre vérité historique et fidélité de la mémoire...

Y a-t-il un rapport de concurrence et de confrontation entre l'intention de vérité et la prétention de fidélité de la mémoire ?

Le travail de distanciation permet à la connaissance historique de prendre ses distances par rapport à l'expérience de la mémoire vive. La matière de l'historien est constituée, pour une large part, par les archives, elles mêmes constituées du témoignage des hommes du passé. Ce qui renvoie à la question de la fiabilité du témoignage car celui-ci comprend les composantes narratives et rhétoriques, il répond en effet à l'exigence de la cohérence et à celle de convaincre son interlocuteur. L'historien doit donc passer par une nécessaire confrontation entre les différents témoignages, afin d'être en mesure d'établir un récit probable, et plausible des événements. L'historien ne peut rien affirmer sans preuve, or, pour qu'un document puisse faire office de preuve, il faut que celui qui le consulte se pose des questions quant au niveau documentaire, au niveau explicatif, au niveau de la représentation du passé. L'histoire se veut l'héritière savante de la mémoire or un événement est d'abord objet de récit (archive) . A partir d'événements identiques les historiens peuvent-ils construire des récits différents ? De là on peut penser que l'historien n'est pas un agent neutre, c'est un être social, qui est dans une position de « spectateur engagé ». L'impartialité totale est-elle possible ? L'histoire est-elle vouée à un éternel révisionnisme ? Les conclusions auxquelles en arrivent les historiens se distribuent donc en un éventail, des plus intentionnalistes qui blâment Hitler pour avoir planifié le génocide et saboté les tentatives de sauvetages mises de l'avant par la communauté internationale, aux plus fonctionnalistes qui blâment la fermeture des pays occidentaux à l'immigration juive pour expliquer le recours éventuel des Nazis à l'extermination.

Trois tendances historiographiques générales se dessinent . La première blâme le gouvernement Roosevelt pour son manque de leadership dans la crise des réfugiés. Ces historiens soulignent que l'exemple américain aurait influencé les pays occidentaux à libéraliser leurs lois d'immigration pour ainsi permettre la venue d'un nombre significatif de Juifs européens à l'intérieur de leurs frontières. Les historiens de la deuxième tendance préfèrent, pour leur part, analyser l'attitude des Etats-Unis dans une perspective occidentale argumentant que l'échec de l'un est l'échec de tous. Enfin, le troisième groupe se dresse à la défense du gouvernement Roosevelt.

La problématique

Pour aborder la problématique de ce que fut la conférence d'Evian, il est nécessaire d'analyser l'information que les diplomates ont fait parvenir aux fonctionnaires de Washington afin de déterminer le portrait des conditions de vie des Juifs du III ème Reich dont chaque gouvernement disposait. Ensuite examiner la façon dont les fonctionnaires ont interprété les informations. Les rapports des diplomates admettaient tous l'existence des traitements infligés aux Juifs. Cependant, quatre caractéristiques permettent de distinguer les interprétations des différents diplomates : les descriptions des conditions de vie (très abondantes ou, au contraire manquantes), la perception du danger potentiel du régime nazi pour la communauté juive, l'évaluation du phénomène antisémite (une vague de fond permanente ou, au contraire une campagne anti-juive temporaire) et le ton

général employé pour désigner les nazis et les Juifs. Nous pouvons souligner l'hétérogénéité du contenu et du traitement de l'information envoyée par les diplomates au Département d'Etat. Certains traduisaient leur inquiétude, d'autres n'y accordaient qu'une place négligeable dans leurs dépêches.

LA CONFERENCE D'EVIAN a été voulue par le président **Franklin D. Roosevelt** afin de trouver une solution humanitaire comme on dit aujourd'hui, pour tenter de sauver 650 000 juifs allemands et autrichiens, dépossédés de leurs biens et objets, d'une série de lois particulièrement sévères qui aboutissaient de fait à les mettre au ban de la société, en les privant de toute possibilités de travail, puisqu'il leur était interdit d'être fonctionnaire et d'exercer une profession libérale.

Pourquoi par Roosevelt et quels ont-été les processus décisionnels ?

Que savait Franklin D. Roosevelt à propos des persécutions nazies commises à l'endroit des communautés juives allemande et autrichienne ?

Les informations étaient transmises par les diplomates postés en Allemagne, en Autriche et à Genève. Le refus des Etats-Unis et du Canada de s'engager à participer au-delà de leur acte de présence à Evian résulte directement des décisions prises personnellement par Franklin D. Roosevelt et par Mackenzie King. En effet Roosevelt délégua les responsabilités reliées à la conférence au Département d'Etat américain qu'il savait opposé à l'immigration juive aux Etats-Unis. De son côté King se plaça lui-même au cœur de la prise de décision pour s'assurer d'une participation passive du Canada à Evian. Roosevelt et King étaient tous deux motivés par des intérêts avant tout politiques. Ainsi, une participation sans engagement à la conférence leur permet de se prétendre préoccupés par le sort des réfugiés politique, tout en refusant d'accepter un nombre indéterminé de Juifs qu'ils ne désiraient pas à l'intérieur de leurs frontières.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les pays alliés avaient établi un consensus en faisant porter à l'Allemagne la responsabilité d'avoir mené l'Europe vers un conflit d'envergure jusque-là inégalée. La signature du Traité de Versailles, en 1919, officialisa ce blâme. A cette occasion, les Alliés imposèrent à la République de Weimar une série de sanctions-notamment la démilitarisation de la Rhénanie, le retour à la France de l'Alsace-Lorraine, l'octroi à la Pologne du couloir de Dantzig qui divisait dorénavant en deux parties le territoire allemand, une limitation de la puissance militaire allemande, et l'imposition de lourdes sanctions. La signature du Traité de Versailles mit la fierté du peuple allemand à rude épreuve.

La promulgation des lois de Nuremberg de 1935 créa une nouvelle vague de Juifs voulant quitter le III^{ème} Reich, cela provoqua une crise d'envergure internationale. Dix jours après l'annexion autrichienne, le Président Roosevelt convoqua 33 nations à une conférence intergouvernementale afin de trouver des endroits de refuge potentiels. Cette initiative allait à l'encontre de l'habituelle attitude américaine de non-ingérence dans les affaires européennes et rompait ainsi avec la tradition isolationniste des Etats-Unis depuis la fin de la Grande Guerre.

Cette invitation spécifiait également qu'aucune nation ne serait forcée d'assister les réfugiés au-delà de ce que lui permettaient ses propres lois d'immigration, et que les coûts inhérents devraient être défrayés par des organismes privés. Malgré cette aura de doutes entourant les résultats potentiels de la conférence, tous les participants approuvèrent la création du Comité intergouvernemental (CIG) pour continuer à Londres le travail commencé à la Conférence d'Evian.

La conférence d'Evian a été un échec pour trois raisons.

Tout d'abord, en dépit de la création du CIG, les gouvernements participants n'avaient pas résolu le principal problème de la crise des réfugiés, soit de trouver des pays qui accepteraient un nombre indéterminé de réfugiés. Deuxièmement, aucun des représentants réunis à Evian-les-Bains n'avait abordé la question fondamentale, bien que délicate, des persécutions nazies, acceptant ainsi de discuter des symptômes sans pour autant traiter des causes inhérentes à la crise des réfugiés. L'Allemagne n'avait d'ailleurs pas été invitée. En troisième lieu, les gouvernements participants

déclaraient haut et fort leur peu d'intérêt pour la cause des réfugiés du III^{ème} Reich.

Roosevelt s'intéressait aux relations extérieures, allant même jusqu'à agir fréquemment de son propre gré, sans consulter le Département d'Etat à qui revenait la conduite des relations internationales américaines. Roosevelt enfreignait ainsi le protocole administratif qui lui enjoignait de passer par son secrétaire d'Etat, Cordelle Hull. Roosevelt ne désirait pas déléguer la résolution des questions qui lui tenait à cœur. Roosevelt a notamment accordé une attention toute particulière aux relations avec l'Allemagne nazie afin de minimiser les risques de conflits. Roosevelt tentait d'éviter toute controverse qui pourrait offenser Hitler. King et Roosevelt ont opté pour une politique d'apaisement avec l'Allemagne nazie.

Convocation, préparation, organisation et déroulement de la conférence intergouvernementale

Le 22 mars 1938, Roosevelt annonça à la presse qu'il convoquait les pays américains et les pays européens à une conférence pour venir en aide aux réfugiés politiques d'Autriche et d'Allemagne. Cette nouvelle impromptue surprit la communauté internationale. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, les Etats-Unis avaient refusé de s'impliquer publiquement dans les organismes de nature internationale. Pendant les décennies 1920 et 1930, les Etats-Unis avaient notamment décliné les invitations pour participer aux activités des diverses organisations d'aide aux réfugiés européens.

Publiquement, le gouvernement américain évoqua des raisons tout humanitaires de convoquer cette conférence. Constatant l'urgence de la situation européenne et l'ampleur qu'avait prise la crise des réfugiés depuis l'Anschluss (rattachement de l'Autriche à l'Allemagne imposé par Hitler le 12 mars 1938), il croyait que la création d'un comité indépendant de la SDN chargé de résoudre les problèmes de migration des réfugiés s'imposait. Le Département d'Etat envoya 33 invitations et 32 pays acceptèrent, seule l'Italie déclina. Tout comme le Portugal, l'Allemagne ne fut pas invitée : cela laissa transparaître que la conférence ne traiterait pas du problème de la persécution des Juifs.

Le processus décisionnel autour de la convocation a été marqué par l'empressement, la confusion, et par des préoccupations politiques. Roosevelt élaborait une liste acceptable de membres potentiels du comité et il fut décidé d'inviter des individus plutôt que des représentants officiels. La première rencontre eut lieu le mercredi 13 avril 1938. La constitution de la délégation américaine à Evian prit du retard. Une fois sélectionnés, les conseillers se rejoignirent à Paris le 23 juin 1938, ce qui signifiait évidemment une préparation tardive et expéditive. Les pays invités reçurent les questions qui seraient traitées qu'à peine 3 semaines avant le début de la conférence.

Dès le premier jour de la conférence, Myron Taylor, élu président par l'assemblée des représentants réunis, prit la parole pour expliquer ce que le gouvernement américain espérait de la conférence, mais également ce qu'il considérait en mesure de faire pour aider les réfugiés. Le terme de « réfugiés politiques » désignait de façon intentionnellement vague les Juifs persécutés. Roosevelt refusa notamment de pointer un doigt accusateur vers les politiques antisémites du gouvernement nazi. Le discours de Taylor respecta cette ambiguïté par des propos tels : « *the policies of some other Governments* » et « *compulsory migration, artificially stimulated by governmental practices in some countries which force upon the world at large great bodies of reluctant migrants* ». Taylor accentua sur l'importance d'éviter que des masses d'immigrants tentent de pénétrer les frontières d'autres pays de façon anarchiques et chaotique. Au cours des jours suivants, les représentants des divers gouvernements se succédèrent pour affirmer chacun à leur tour qu'ils compatissaient mais ne pouvaient être d'aucune aide.

Le discours de clôture de Taylor exprima sa satisfaction devant le « *serious spirit of co-operation which has animated the first intergovernmental meeting* ». Aucune discussion n'avait permis

d'élaborer des plans pour faciliter l'émigration ou pour trouver des terres d'immigration. Les recommandations du comité suggéraient de se rencontrer à nouveau à Londres, au début du mois d'août 1938, soit environ deux semaines plus tard.

La participation canadienne refléta à la fois le refus du gouvernement de Mackenzie King de s'impliquer dans la résolution de la crise des réfugiés politiques.

La conférence s'est déroulée du 6 au 15 juillet 1938 et rassembla 29 nations : l'objectif officiel était que chaque nation prenne un quota de réfugiés.

L'objectif réel était en fait de ne rien faire et surtout de n'accueillir aucun réfugié.

Et cet objectif fut parfaitement atteint.

Le 6 juillet 1938, les délégations gouvernementales de 32 pays d'Europe et d'Amériques, ainsi que les représentants de 34 organisations non gouvernementales se réunissent à Evian sur les bords du lac Léman, afin de chercher une solution globale à la question des réfugiés autrichiens et allemands.

Depuis le 12 mars 1938, date de l'entrée des troupes allemandes en Autriche qui prélude à l'Anschluss, la question est devenue plus urgente encore. Dès le 23 mars, notamment sous la pression de l'opinion publique, le président des Etats Unis Franklin D. Roosevelt adresse un message aux différentes nations les invitant à se réunir pour chercher des solutions concrètes.

La Suisse siège de la Société des Nations est initialement pressentie pour accueillir la conférence internationale. Cependant, vraisemblablement par peur de déplaire à l'Allemagne hitlérienne, le gouvernement Suisse décline la proposition. L'Allemagne n'est pas invitée, et l'Italie de Mussolini en tant qu'allié du Reich refuse de participer à la conférence.

La promulgation en Juillet 1938 des lois raciales témoigne de l'alignement de sa politique sur celle de l'Allemagne nazie. La Hongrie, la Roumanie et la Pologne envoient des observateurs.

L'édition du 8 juillet 1938 du journal Le Temps rappelle sans ironie que la Pologne « vivement intéressée à l'émigration de la population juive de Pologne suivra avec attention les travaux de la conférence d'Evian ». Il est vrai que Monsieur Beck, ministre des affaires étrangères polonais, s'est engagé depuis 1935 dans une politique qui vise à éradiquer la présence juive en Pologne.

Les représentants des délégations gouvernementales se succèdent au cours de ces journées de juillet pour affirmer leur implication dans le règlement de la question des réfugiés, mais se retranchent derrière des considérations économiques et politiques pour ne pas s'engager à accueillir des réfugiés juifs alors que la situation des juifs autrichiens et allemands est de plus en plus désespérée.

Les Etats-Unis maintiennent leur quota de 27 000 immigrants par an, décidé depuis 1924.

Le refus d'accueillir davantage de réfugiés trouve sa justification dans les conséquences de la Grande Dépression sur le haut niveau de chômage et un fort sentiment anti-immigrants.

Le délégué américain Monsieur Miron C. Taylor précise que l'objectif de sa délégation est de parvenir à la création ex nihilo d'une organisation chargée de s'occuper de la question des réfugiés, quelle que soit l'origine géographique de ceux-ci.

Les pays d'Amérique du Sud qui d'ordinaire accueillent les immigrants pour développer leur économie, sont réticents. Certains sont confrontés à une crise économique quant d'autres se retranchent derrière des accords commerciaux avec l'Allemagne à laquelle ils craignent de déplaire en recevant des réfugiés juifs.

Les démocraties d'Europe occidentale déclarent toutes ne pouvoir aller au-delà de leurs engagements antérieurs.

Monsieur Béranger, qui préside la conférence et représente la France réaffirme la détermination du gouvernement français à aider les réfugiés, tout en nuancant ses propos : « si le zèle de la France à soutenir les causes humanitaires, ses ressources ne le sont pas et sont déjà presque épuisées ».

La Grande Bretagne annihile définitivement tout espoir d'envisager à une large échelle l'installation des réfugiés en Palestine. Quant à l'installation en Grande Bretagne proprement dite, le représentant de la délégation rappelle que si son pays a toujours eu une politique d'accueil à l'égard des réfugiés, il n'est pas un pays d'immigration et fait face au problème du chômage. Aussi il ajoute que pour des raisons économiques et sociales, la politique traditionnelle d'accueil des demandeurs d'asile ne peut se faire que dans d'étroites limites. Pour autant la Grande Bretagne ne refuse pas de réfléchir à une installation de réfugiés juifs au Kenya...



La Belgique, le Danemark, la Suède et la Suisse déclarent être dans l'incapacité d'accueillir des réfugiés mais qu'ils sont prêts à accorder des visas de transit.

La compassion dont font preuve les pays occidentaux, et **le silence** assourdissant qui a suivi, sont contrebalancés par la proposition des îles philippines sous Commonwealth américain d'autoriser la venue et l'installation de 10 000 réfugiés juifs et celle de la république dominicaine d'accueillir 100 000 réfugiés juifs. Ces propositions soulignent que le sort des juifs allemands et autrichiens interpelle au-delà de l'hémisphère ouest.



LE PLAN MINDANAO

Peu connu, le plan Mindanao du nom de l'île sur laquelle on envisage cette installation a fait l'objet d'une récente publication basée sur des archives peu exploitées. La proposition des îles philippines d'accueillir 1000 réfugiés juifs allemands et autrichiens par an sur une période de 10 ans est un cas d'espèce en Asie, d'autant plus que ces territoires sont sous autorité des Etats-Unis. Il est important de souligner que dans la mesure où aucun n'est imposé, ce qui est alors un obstacle majeur pour l'immigration partout ailleurs, cette ouverture laisse à penser qu'une entrée aux Etats-Unis par la petite porte est envisageable. La seule contrainte est que les réfugiés subviennent à leurs besoins en développant une activité agricole et d'élevage.

Pendant trois années, des plans sont échafaudés mais rencontrent de nombreuses difficultés. L'opposition locale des Philippins a été sous-estimée. Leurs représentants politiques s'efforcent d'empêcher l'acquisition de terres nécessaires à l'installation des nouveaux arrivants. De plus, les motivations et les priorités varient selon les participants du projet. Les représentants juifs veulent une résolution rapide, tandis que ceux des Etats-Unis, craignent d'accueillir des milliers de juifs. L'entrée en guerre des Etats-Unis en décembre 1941 met un terme au projet.

L'ESPOIR VIENT DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le 12 août 1938, Le Président de la République dominicaine propose d'accueillir 100 000 réfugiés juifs autrichiens et allemands. On peut se demander quelles sont les motivations du dictateur Rafael Trujillo. Une conjonction de plusieurs facteurs peut expliquer cette offre. D'une part, les immigrés juifs déjà installés ont fait preuve d'une bonne intégration au sein de l'élite locale. Rafael Trujillo considère l'accueil de juifs blancs comme un bon contrepois à une population locale qu'il juge trop noire. D'autre part, il espère que son offre généreuse détournera l'attention des agressions meurtrières qu'il a commanditées l'année précédente contre les populations haïtiennes installées dans la République dominicaine. Quoi qu'il en soit, seulement 700 réfugiés juifs émigrent et se fixent à Sosuà, une plantation de bananes abandonnée située au nord est de la République. Lorsque la Seconde Guerre mondiale prend fin, la plupart des réfugiés juifs quittent le pays pour rejoindre les Etats-Unis ou Israël ; d'autres, souvent des hommes qui se sont mariés avec une autochtone, restent.

Les arguments qui furent avancés pour ne pas accueillir de réfugiés firent preuve d'une imagination redoutable et ne manquèrent pas d'humour noir.

Le représentant de l'Australie indiqua clairement ;

« Nous ne connaissons pas le racisme, nous ne souhaitons pas que cela commence ».

Ainsi par exemple de nombreux pays étaient prêts à accueillir des agriculteurs, sachant pertinemment que tous les juifs candidats à l'émigration étaient des commerçants, des industriels, des cadres ou des professions libérales...

Un autre souci qui aboutit à l'échec voulu de cette conférence fut observé par René Richier, chef concierge de l' Hôtel Royal : « Oui, certains ont assistés aux réunions. Mais il est bien difficile de s'asseoir à l'intérieur pour écouter des discours quand tous les plaisirs qu'offre Evian sont à l'extérieur » . Entre une balade à cheval et essayer de sauver des malheureux d'une mort certaine, lorsqu'on est ministre plénipotentiaire il est bien difficile de ne pas faire le bon choix.



Bref à Berlin on exulte. La presse nazie titre « Juifs à vendre- même à bas prix personne n'en veut !

Cette action fut tout à fait délibérée : « La nouvelle officiellement authentifiée de l'extermination systématique des juifs européens par les nazis fut rendue publique aux Etats-Unis. Concernant ces massacres le président Franklin D. Roosevelt ne prit aucune mesure durant quatorze mois et ne se résolut à agir qu'en raison des pressions politiques auxquelles il ne pouvait plus se soustraire.

L'armée américaine bombardait le complexe industriel d' Auschwitz-Monowitz sans jamais s'approcher du camp d'extermination d'Auschwitz voisin de 15 km.

Quant aux Britanniques, ils interdirent l'accès de la Palestine aux Juifs, sur demande du grand Mufti de Jérusalem, celui-là même qui fut le créateur des brigades musulmanes nazies bosniaques.

Cette conférence qui se tint la même année que celle de Munich aboutit au même résultat.

La conférence internationale d'Evian se referme le 15 JUILLET 1938.

Aucun pays n'a accepté de remettre en question sa politique d'accueil et d'ouvrir davantage ses frontières. Bien au contraire, les textes, les décrets, les réglementations vont se multiplier, rendant impossibles des espoirs d'immigration, hormis quelques cas trop rares.

La conférence a permis néanmoins la création d'un comité intergouvernemental des réfugiés, le C I R chargé de continuer et d'étendre le travail de la conférence internationale d'Evian.

Selon les termes de la résolution prise le 13 juillet 1938, le C I R doit entamer des négociations pour améliorer les conditions actuelles de l'exode et les remplacer par des conditions d'émigration en bon ordre c'est à dire que les juifs allemands et autrichiens doivent être autorisés à quitter leur pays avec leurs biens. De plus, le C I R entreprendra des démarches auprès des gouvernements des pays de refuge et d'installation en vue de développer les conditions d'installation permanente.

Le manque de moyens financiers, des pouvoirs limités, l'absence de soutien de la part des pays membres n'ont pas permis que le C I R parvienne à trouver des pays d'accueil aux dizaines de milliers de réfugiés juifs.

L'entrée en guerre en septembre 1939 a mis un terme à tous ses efforts.

L'échec de la conférence internationale d'Evian

L'échec de la conférence internationale d'Evian est perçue par les nazis comme l'accord tacite des Etats présents , à les laisser décider du sort des juifs comme ils l'entendent.

Le Danziger verposten constate :

« La conférence est donc une justification de la politique allemande contre les juifs ».

On est en droit de se demander si l'échec de la conférence d'Evian n'a pas fait prendre conscience aux dirigeants nazis qu'aucun pays n'interviendrait lorsqu'ils décideraient de procéder radicalement à la libération du Reich allemand de toute présence juive.

Le gouvernement américain a fait preuve d'un angélisme certain au cours des mois qui ont précédés la conférence, angélisme qui ne tenait pas compte des réalités politiques, économiques et sociales de l'époque. Roosevelt avait confié à des subordonnés dont il connaissait les préjugés le soin de prendre des décisions au sujet de l'organisation et de la participation américaine à la Conférence. Les multiples tactiques politiques ont-elles permis l'échec de la conférence d'Evian ?

Liste des pays représentés

Australie, Argentine, Belgique, Bolivie, Brésil, Royaume-Uni, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Danemark, Equateur, Etats-Unis, Guatemala, France, Haïti, Honduras, Irlande, Mexique, Nouvelle Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, République Dominicaine, Suède, Suisse, Uruguay, Venezuela.

Liste des 34 délégations d' Organisation Non Gouvernementale (O N G)

Comité international Chrétien pour les Non-Aryens	(Londres)
Bureau central pour l'établissement des juifs allemands	(Londres)
Association de colonisation juive	(Paris)
Comité d'aide aux juifs allemands	(Londres)
Société pour la protection des sciences et des études	(Londres)
Comité d'aide et d'assistance aux victimes de l'antisémitisme en Allemagne	(Bruxelles)
Comité d'assistance aux réfugiés	(Paris)
Comité voor Bijzondere Joodsche Belangen	(Amsterdam)
Centre suisse pour l'aide aux réfugiés	(Bâle)
Comité central tchécoslovaque pour les réfugiés provenant d'Allemagne	(Paris)
Fédération internationale des émigrés d'Allemagne	(Paris)
Service international de migration	(Genève)
Service universitaire international	(Genève)
Comité international pour le placement des intellectuels réfugiés	(Genève)
The joint Foreign Committee of the board of deputies of british Jews and the Anglosaxon Jewish Association	(Londres)
Agudas Israël World Organisation	(Londres)
American Joint Distribution Committee	(Paris)
Council for German Jewry	(Londres)
HICEM	(Paris)
Association des savants allemands en détresse à l'étranger	(Londres)
Comité allemand de la société des amis « Quakers »	(Londres)
Bureau International pour le respect du droit d'asile et l'aide aux réfugiés politiques	(Paris)
Congrès juif mondial	(Paris)
Nouvelle organisation sioniste	(Londres)
Emigration Advisory Committee	(Londres)
Alliance israélite universelle	(Paris)

Comité pour le développement de la grande colonisation juive (Zurich)
Internationale ouvrière et socialiste (Paris-Bruxelles)
Comités catholiques américains, anglais, belge, français, néerlandais, suisse pour l'aide aux émigrés

Les QUESTIONS du PUBLIC écrites & orales

Vous avez publié plusieurs ouvrages sur la seconde guerre mondiale- avant, pendant ou après- pourquoi ces sujets vous taraudent-ils ?

Je pourrais répondre que je suis juif mais ce n'est pas une raison suffisante. Ce qui m'intéresse c'est la souffrance. Pourquoi les Hommes souffrent-ils ? Ça peut paraître simpliste comme réflexion mais je lui adjoint la notion de vérité. Je n'ai pas la prétention de dire que je découvre la vérité mais je tends à liquider le mensonge pour montrer l'histoire telle qu'elle s'est déroulée.

Que se passe t-il en 1938 ?

Le 23 mars 1938, dix jours après l'Anschluss, la France est conviée par le gouvernement américain à conférer avec vingt-huit autres d'Europe et d'Amérique latine, mais sans le Reich, sur les moyens de « faciliter l'émigration des réfugiés politique en provenance d'Autriche et probablement d'Allemagne ». Prévenir le chaos d'une fuite éperdue devant la violence nazie, telle est la démarche unique en son genre dans l'entre deux guerres. Roosevelt soulève là une question restée largement tabou dans les relations internationales en raison du risque d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats qu'elle pourrait impliquer : celle des réfugiés, ou plutôt, pour parler clair, celle des juifs, qui forment le gros du bataillon.

Emanant d'un Etat européen, et notamment de la France, pays directement concerné par la marée montante, le vœu d'internationaliser la question des réfugiés, pouvait donc paraître légitime. Or, ne se contente de n'y avoir aucune part, les démocraties française et anglaise réservent un accueil des plus froids à l'initiative américaine.

Faut-il voir dans cette réaction, comme le fait l'historiographie, l'annonce de l'abandon dans lequel furent laissés les Juifs lors de la Shoah ?

Que peut nous dire l'échec d'Evian sur le débat actuel concernant le sort des réfugiés fuyant Etat islamique autoproclamé, et fuyant la guerre en Syrie ?

Le contexte historique et culturel est tout à fait différent, mais le refus d'accueillir des immigrants juifs dans les années 1930 partait des mêmes préoccupations que celles alléguées aujourd'hui par les responsables politiques, à savoir la sécurité, la nécessité de maintenir la cohésion sociale et la protection des intérêts économiques nationaux. Quelques dizaines d'années plus tôt seulement, l'immigration était considérée comme une question si insignifiante en Europe qu'elle n'était même pas sujette à législation. Aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, les étrangers devaient simplement faire preuve de fonds suffisants et de papiers en règle. Tout le monde était bienvenu. La première restriction à l'immigration au Royaume Uni apparut en 1905 avec la loi sur les étrangers (Aliens Act). Dans les années 1920, à la suite de la Première Guerre mondiale, les migrations et les déplacements étaient cependant devenus massifs.

L'année 1938 est un tournant dans l'histoire européenne. En quelques mois Adolf Hitler annexe l'Autriche, provoque une crise à la suite de sa revendication de la région tchèque des Sudètes, cette crise débouchera après les accords de Munich sur le démembrement de la Tchécoslovaquie.

La passivité des démocraties occidentales sera renforcé par le nazisme et elle n'aura pas arrêté la marche à la guerre déclenchée par l'invasion de la Pologne le 1^{er} septembre 1939.

En 1938, plus d'un demi million des réfugiés se trouvaient sur les routes d'Europe, fuyant les nazis qui avaient d'abord rendu apatrides 900 000 juifs allemands avec les lois de Nuremberg, puis 200 000 juifs autrichiens après l'invasion de son voisin.

Quelles sont, selon vous, les craintes les plus marquantes ?

Les craintes sont fort nombreuses : elles se caractérisent par la peur que les réfugiés accaparent les ressources destinées aux pauvres et dépossèdent les citoyens des pays d'accueil.

Il y a l'estimation des coûts associés à l'afflux de réfugiés qui influencent l'attitude des gouvernements.

Il y a la crainte de voir les réfugiés occuper certains emplois. Certains pays acceptent des réfugiés pour ces mêmes raisons .

Aujourd'hui , l'un des principaux arguments est la crainte que des terroristes islamiques se cachent parmi eux. Il est logique de croire que ce raisonnement est spécifique à la crise actuelle.

Qu'est ce que le statut de réfugié?

Le terme de réfugié s'applique à toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a et qui ne peut ou, du fait de cette crainte , ne veut se réclamer de la protection de ce pays, ou qui, si elle n'a pas de nationalité se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels évènements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.

Les personnes reconnues réfugiées sont placées sous la protection juridique et administrative de l'OFPRA ; elles ont vocation à bénéficier d'une carte de résident valable dix ans.

L'OFPRA est l'office français de protection des réfugiés et apatrides.

Quelle est l'origine de la guerre en Syrie ? Quelles en sont les conséquences ? Que proposent les historiens, les politiques, les philosophes , les sociologues ?

La proclamation de l'indépendance en 1946 a engagé la Syrie sur le chemin de la construction d'une république parlementaire. La période qui s'ouvre est celle d'une très grande instabilité politique, qui voit se succéder les gouvernements, les coups d'Etat, et les aventures politiques ; elle n'en reste pas moins un moment d'expérimentation politique et institutionnelle alors unique au Moyen-Orient, et qui enracine en Syrie la culture parlementaire et celle du pluralisme politique .

La forte instabilité politique est née de l'incapacité des élites de l'époque à réguler le conflit social qui a traversé la Syrie de l'indépendance. Par conflit social, on entend classiquement la compétition, les luttes qui opposent des groupes sociaux antagonistes. Un conflit social reflète la transformation de l'ordre social et politique qui prévalait dans les provinces syriennes de l'empire ottoman jusqu'au Mandat français (1920-1946).

En effet, les années de l'indépendance voient s'opposer des élites urbaines composées de la notabilité traditionnelle sunnite, latifundiaire, et des entrepreneurs chrétiens à des groupes minoritaires qui étaient jusqu'alors dominés (minorités ethnico-religieuses et sunnites pauvres des

campagnes). Ces antagonismes sont donc à la fois de classe et ethnico-religieux. Les groupes minoritaires contestent l'ordre politique et sociale de la nouvelle Syrie. Ils souhaitent mettre à bas la République des notables. La contestation émane également de l'armée . En 1963 une contre élite s'installe au pouvoir composée de militaires qui installent une dictature à la tête de laquelle se hissera Hafez al-Asad en 1970. Il proclame la république ba-assiste en 1973. Une répression s'installe avec l'écrasement des Frères musulmans en 1982. Le leadership syrien contrôle tous les leviers du pouvoir : le président domine le gouvernement, il est le secrétaire général du parti Ba'th et général en chef des forces armées et il est le seul auquel rendent compte les services de renseignements.

Au terme d'une décennie pourtant extrêmement difficile (Invasion de l'Irak en 2003, sanctions américaines , assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri en 2005, isolement diplomatique, le président a réussi à conforter sa stratégie en s'appuyant sur des alliés comme la Russie et l'Iran, en établissant des liens avec deux anciens ennemis (Turquie, Irak), et en rétablissant des relations avec la France.

Les trois atouts du régime syrien sont l'armée, les services secrets et le parti. La formule autoritaire semble bien tenir avec le recours de hauts niveaux de violence face à la contestation.

La Syrie est en train de devenir un désert démographique, mais aussi un terrain d'essai, mis à profit par toutes les puissances exportatrices d'armes pour effectuer des démonstrations grandeur nature.

Les observateurs nous alertent sur le fait que le flot des réfugiés n'est pas prêt de se tarir, entraînant avec lui des risques de déstabilisation de tous les pays frontaliers, et d'extension d'une guerre qui n'est pas seulement une guerre civile mais bien une guerre régionale.

Les réfugiés sont-ils une nouvelle arme de guerre ?

Les réfugiés ont été longtemps instrumentalisés à des fins géopolitiques, économiques, voir même scientifiques. Ainsi après la Seconde guerre mondiale, **l'Organisation Internationale** pour les **réfugiés** -OIR- entre 1945 et 1952 date effective de sa dissolution , avait pour but de mieux répartir les populations déplacées . Elle a dans cette période rapatrié 70 000 réfugiés et fait émigrer vers de nouveaux pays d'accueil 835 000 réfugiés. En général, l'oeuvre de l'O I R est mal connue du public. A la fin de la guerre en Europe, en 1945 , les armées alliées trouvèrent en Allemagne ou en Autriche environ dix millions de personnes déplacées et réfugiées. Originaires de tous les pays occupés par l'armée allemande la plupart d'entre eux avaient été déplacées de force pour contribuer à l'effort de guerre de l'économie allemande . Vers 1946 il fallut se rendre compte qu'une importante fraction de ceux qui restaient se refusaient à être rapatriées : originaires pour certains des pays de l'est européen (Polonais, Baltes, , Ukrainiens, Yougoslaves) ,ils ne voulaient, à aucun prix , retourner dans leurs pays, occupés par l'armée rouge ou soumis à l'influence soviétique. Ces réfractaires voyaient bientôt grossir leur groupe de tous ceux qui fuyaient les persécutions raciales, religieuses, politiques qui se développaient dans les nations de l'Est : juifs fuyant les pogroms de Roumanie et de Pologne, hommes politiques ou intellectuels échappant à un régime politique qui leur paraissait insupportable .

Comment les organisations sont-elles nées ?

Devant cette situation, les Nations Unies décidèrent de créer un organisme temporaire, chargé de résoudre le problème posé par l'existence de ces réfugiés et lui confièrent en même temps la tâche d'assister tous les réfugiés autrefois protégés par la **S D N** . Cet organisme, dont la constitution fut votée le 15 décembre 1946 par l'assemblée des Nations Unies , fut appelé **l'Organisation Internationale pour les Réfugiés** et commença son activité le Premier Juillet 1947.

Quelles sont les missions des organisations ?

Les fonctions confiées au nouvel organisme sont celles d'assumer la protection juridique des personnes déplacées et ou réfugiées, de leur fournir une assistance matérielle et trouver une solution durable pour elles soit en les rapatriant, soit en les aidant à s'incorporer à une communauté nouvelle. Les Etats membres avaient presque tous signifié qu'ils ne comptaient s'engager que pour 3 années. L'O I R ne put terminer sa tâche au 30 juin 1950 par suite de l'afflux de nouveaux réfugiés et par le nombre restreint de ses membres. Dix huit au total : la Chine, tous les pays de l'Europe occidentale : Belgique, Hollande, Luxembourg, Danemark, Norvège, Islande, Suisse, Italie) et ceux du Commonwealth britannique : Australie, Canada, Nouvelle-Zélande ; trois pays d'Amérique Latine : Venezuela, Guatemala, République Dominicaine.

Ni les pays d'obédience soviétique, ni les pays arabes, ni la plupart des pays d'Amérique latine n'en font partie : les premiers parce qu'ils considèrent les personnes déplacées et les réfugiés comme des traités, des fainéants, ou des victimes de la propagande occidentale et qu'ils estiment qu'une seule solution doit leur être offerte, la rapatriement- obligatoire- dans leur pays d'origine ; les seconds parce qu'ils accusent l' O I R d'avoir organisé et financé une partie de l'émigration juive vers Israël contribuant ainsi à créer le nouvel état juif. L' O I R est considérée comme une organisation très coûteuse, dont les objectifs ne leur paraissent ni très clairs, ni toujours utiles. Le montant total des dépenses de l' O I R s'élevait du 1^{er} Juillet 1947 au 30 Juin 1950 à 327 millions de dollars pour atteindre 414 millions de dollars à la fin des opérations.

Quelle est la mission aujourd'hui de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés ?

Le premier Janvier 2016, Monsieur Filippo Grandi est devenu le 11^{ème} Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés. Le rôle de l' U N H C R est de protéger les droits fondamentaux et le bien être des réfugiés. Pour cela l' agence s'efforce de veiller à ce que tout individu puisse exercer son droit de demande d'asile, de trouver un refuge sûr dans un autre pays et de rentrer volontairement dans son pays.

Quelles sont les définitions exactes de réfugiés, apatrides, personnes déplacées, rapatriés, demandeurs d'asile pour l' U N H C R

Réfugiés : les réfugiés sont les principaux bénéficiaires pour l' U N H C R

Apatrides : les apatrides sont pris au piège dans un vide juridique avec des droits fondamentaux limités.

Personnes déplacées : elles fuient en quête de sécurité dans d'autres régions au sein même de leur pays

Rapatriés : ce sont les personnes de retour chez elles .

Demandeurs d'asile : elles sont dans une démarche de procédure d'octroi du statut de réfugié.

Considérez-vous comme le précisait Primo Levi que votre oeuvre littéraire devient « un acte judiciaire »

Dès lors que l'évènement soit tu ou falsifié dans la presse et qu'il ne puisse pas entrer dans les consciences de nos contemporains c'est proprement intolérable. C'est là un point décisif. Si la réalité d'une violence historique demeure ignorée du fait d'une entreprise de négation, le besoin de raconter devient alors aussi impérieux que les autres besoins alimentaires. Le récit devient un

témoignage, une déposition devant l'Histoire reposant sur « la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ».

Que pensez-vous de l'enseignement de l'histoire qui tente de construire une mémoire collective ?

Le mot « Histoire » désigne à la fois la réalité passée et le savoir qu'on en construit. Or ces deux « histoires » sont, au sens propre, anachroniques, décalées : l'histoire est une écriture du passé construite dans le présent de l'historien. C'est dans cet écart temporel que réside, pour l'essentiel le problème de la vérité de l'histoire. Et cet écart temporel est une des raisons qui rendent également problématique la scientificité de l'histoire.

L'histoire devrait être la recherche de la vérité. La mémoire doit être pour ne pas oublier, analyser et comprendre. L'histoire est une science indirecte, incapable de percevoir directement les faits. L'historien travaille avec des sources qui permettent la connaissance de ce passé.

Il y a les *sources primaires* comme les documents d'archives, les lettres personnelles, les journaux, les documents officiels de la période étudiée et il y a les *sources secondaires* c'est à dire les travaux réalisés par d'autres historiens sur le sujet à l'étude. Concernant les témoignages il y a la critique *interne*, ou herméneutique, qui cherche à tirer des informations d'une source, à dégager l'authenticité, l'origine et la date de la source, le sens du document, examiner les choses dites et les choses **non-dites**.

La critique externe ou heuristique compare les documents entre eux pour identifier leurs contradictions et identifier leur provenance, la multiplicité des regards devrait dégager une information plus précise de l'évènement.

L'historien doit chercher obstinément la vérité et être intellectuellement honnête. Il ne s'agit pas de nier les faits, mais de travailler à les connaître en les insérant dans des exemples explicatifs cohérents permettant de cerner le sujet étudié. L'historien travaille à connaître.

Comme l'a montré Platon, il faut faire un effort, une sorte de pari, pour penser la vérité, pour concevoir l'idée d'une vérité qui serait autre chose qu'une simple opinion parmi d'autres.

Une telle idée semble naître de deux sources. D'abord, nous sommes toujours contraints de comparer nos idées à celles des autres, si bien qu'on en vient naturellement à se demander s'il n'existerait pas une mesure extérieure aux diverses considérations exprimées, une mesure fiable et connaissable, capable de départager entre ce qui vaut et ce qui ne vaut pas. Ensuite, nulle opinion ne se présente sans s'accompagner d'une adhésion, d'une croyance en celle-ci, et nous ne pouvons éviter de chercher si cette croyance peut trouver en dehors d'elle même des appuis ou des confirmations. A moins de considérer que toute adhésion est justifiée d'emblée, en tant que vérité personnelle.

L'enseignement de l'histoire doit développer la curiosité, le sens de l'observation, l'esprit critique.

Le mot histoire vient du grec historia (enquête).

L'enseignement de l'histoire est particulier selon les pays, les objectifs étant différents.

Certains pays privilégient l'identité nationale, le manuel d'histoire étant dans ces cas là porteur d'un discours idéologique, suggérant à l'étudiant ce qu'il faut aimer ou adopter, ce qu'il faut haïr ou rejeter. D'autres manuels font une approche bipolaire de l'histoire nationale, le monde étant expliqué en termes de confrontation, les réformes administratives sur les processus éducatifs pesant fortement sur l'enseignement de l'Histoire. D'autres manuels ont fait l'objet d'intenses controverses politiques notamment sur le traitement du passé. Ces controverses débordant sur la scène internationale peuvent affecter des relations géopolitiques entre les pays concernés. La mondialisation s'intensifiant, l'enseignement en général et l'enseignement de l'histoire des nations en particulier sont confrontés à de nouvelles opportunités et à de nouveaux enjeux. Dans ce contexte, la question des finalités de l'enseignement de l'histoire n'est pas simple : il ne suffit pas de dire que l'histoire a pour but de comprendre le passé et de mieux préparer l'avenir.

L'histoire scolaire en France est une discipline ancienne placée depuis sa création sous l'égide du politique, ce qui la rend sujette à des polémiques fréquentes. Elle reflète aussi les évolutions des

recherches historiques récentes.

Pourquoi se souvenir ? Y a t-il une histoire objective ? En quoi le devoir de mémoire est-il nécessaire ?

La mémoire est un phénomène de rétention du passé dans le présent : par opposition à l'oubli, se souvenir, c'est entretenir un rapport intentionnel et conscient du passé. En ce sens, le souvenir relève deux dimensions étroitement liées : « un acte de conservation de la représentation de l'événement passé et un acte d'actualisation de cette représentation »